



# Procedure file

Informations de base	
RSP - Résolutions d'actualité	2009/2692(RSP)
Résolution sur la gouvernance économique	Procédure terminée
Sujet 5.05 Croissance économique 5.10.01 Convergence des politiques économiques, déficit public, taux d'intérêt 5.20.01 Coordination des politiques monétaires, Institut monétaire européen (IME), Union économique et monétaire (UEM) 8.40.14 Conseil européen	

Acteurs principaux			
Parlement européen			
Conseil de l'Union européenne			
	Formation du Conseil	Réunion	Date
	<a href="#">Affaires générales</a>	<a href="#">3022</a>	14/06/2010
	<a href="#">Emploi, politique sociale, santé et consommateurs</a>	<a href="#">3019</a>	07/06/2010
	<a href="#">Affaires générales</a>	<a href="#">3012</a>	10/05/2010
Commission européenne			
	DG de la Commission	Commissaire	
	<a href="#">Secrétariat général</a>	BARROSO José Manuel	

Événements clés			
10/05/2010	Débat au Conseil	<a href="#">3012</a>	
07/06/2010	Débat au Conseil	<a href="#">3019</a>	Résumé
14/06/2010	Débat au Conseil	<a href="#">3022</a>	Résumé
16/06/2010	Résultat du vote au parlement		
16/06/2010	Débat en plénière		
16/06/2010	Décision du Parlement	<a href="#">T7-0224/2010</a>	Résumé
16/06/2010	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
Référence de procédure	2009/2692(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Résolution sur déclaration
Base juridique	Règlement du Parlement EP 132-p2

## Portail de documentation

Proposition de résolution		<a href="#">B7-0349/2010</a>	16/06/2010	EP	
Proposition de résolution		<a href="#">B7-0355/2010</a>	16/06/2010	EP	
Proposition de résolution		<a href="#">B7-0356/2010</a>	16/06/2010	EP	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		<a href="#">T7-0224/2010</a>	16/06/2010	EP	Résumé
Proposition de résolution commune		<a href="#">RC-B7-0349/2010</a>	16/06/2010		

## Résolution sur la gouvernance économique

Le Conseil a pris note des progrès accomplis dans le cadre des travaux du groupe de travail sur la gouvernance économique que préside M. Herman Van Rompuy, président du Conseil européen, et dont le but est de renforcer la gouvernance économique dans l'UE. Il a apporté son soutien aux travaux de ce groupe de travail, notamment en vue de renforcer la discipline budgétaire dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance, d'étendre la surveillance des développements macroéconomiques, de veiller à l'efficacité des mécanismes de gestion de crise et d'améliorer les dispositions en matière de gouvernance économique ainsi que la coordination.

## Résolution sur la gouvernance économique

Le Conseil a examiné le projet de conclusions, établi par le président du Conseil européen, M. Herman Van Rompuy, en collaboration avec la présidence espagnole et la Commission, en vue du Conseil européen qui se tiendra à Bruxelles le 17 juin prochain.

Le Conseil européen examinera notamment les questions suivantes:

- croissance et emploi: adoption de la stratégie Europe 2020;
- G-20: préparation du sommet de Toronto;
- politique en matière de développement : objectifs du millénaire pour le développement des Nations unies;
- changement climatique.

M. Herman Van Rompuy devrait en outre présenter un rapport intérimaire sur les activités du groupe de travail sur la gouvernance économique, qu'il préside, à la demande du Conseil européen, et qui a tenu ses deux premières réunions.

Le projet de conclusions sera réexaminé à la lumière des débats du Conseil.

## Résolution sur la gouvernance économique

Le Parlement européen a adopté par 507 voix pour, 91 voix contre et 29 abstentions une résolution sur la gouvernance économique dans la perspective de la réunion du Conseil européen du 17 juin 2010.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ADLE et Verts/ALE.

La résolution souligne que la crise financière et économique actuelle montre qu'il est nécessaire de renforcer la gouvernance économique et monétaire. Elle note que la baisse de 4% du PIB, le recul de la production industrielle et le fait que plus de 23 millions de femmes et d'hommes sont sans emploi représentent un défi social et économique de taille.

Mécanisme européen de stabilisation financière pour garantir la stabilité de l'euro : le Parlement considère que l'accord intervenu le 9 mai 2010, visant à instaurer un mécanisme européen de stabilisation financière afin d'aider les pays, membres ou non de la zone euro, qui connaissent des difficultés financières, constitue un épisode crucial de l'histoire européenne, et qu'il est un premier pas important vers la constitution, pour l'Union européenne, d'un cadre de politique économique et monétaire plus solide et plus durable. Il rappelle à la Commission et aux États membres que le Parlement européen devra donner son approbation au cas où la Commission et le Conseil souhaiteraient appliquer le mécanisme européen de stabilisation financière aux marchés internationaux des capitaux.

L'Union européenne doit réformer son système de gouvernance économique pour être mieux préparée aux crises futures : la résolution souligne la nécessité de s'attacher en priorité à corriger les déséquilibres macro-économiques et les écarts en matière de compétitivité persistants et importants. Le groupe de travail créé par le Conseil européen en mars 2010 est invité à accélérer ses travaux et à présenter, avant le mois de septembre 2010, des propositions concrètes, fondées sur la méthode communautaire, concernant une coordination économique approfondie et élargie.

Soulignant que la viabilité à long terme des finances publiques est indispensable à la stabilité et à la croissance, le Parlement partage l'avis selon lequel le pacte de stabilité et de croissance nécessite des mécanismes d'incitation et de sanction plus efficace. Il regrette que, dans ses propositions relatives à la gouvernance économique européenne, la Commission n'avance pas de solutions pour établir une coordination plus ciblée des politiques économiques visant à l'établissement d'une stratégie budgétaire commune dans le cadre d'une stratégie d'ensemble [Europe 2020](#).

Le Parlement souligne que pour parvenir à des finances publiques viables, il faut également une fiscalité adéquate et juste, une perception

efficace des impôts par les autorités fiscales nationales et une lutte plus intense contre l'évasion fiscale. Dans ce contexte, il invite la Commission à proposer un train de mesures visant à aider les États membres à restaurer l'équilibre de leurs comptes publics et à financer leurs investissements publics en exploitant des sources financières novatrices.

Les députés soulignent la nécessité que les autorités financières européennes coopèrent étroitement, tant au niveau microprudentiel que macroprudentiel, afin de garantir une surveillance efficace. Ils estiment que les compétences d'Eurostat devraient être renforcées et que la mise à disposition d'informations statistiques ouvertes et transparentes devrait être la condition préalable de l'aide accordée par les fonds structurels.

Le Parlement demande la mise en place d'un «Fonds monétaire européen» (FME) auquel les pays membres de la zone euro contribueraient au prorata de leur PIB ainsi que par des amendes fixées sur la base de leurs niveaux de dette et de déficit excessifs. Tout État membre devrait pouvoir prétendre à une aide du FME à concurrence des montants qu'il y aura versés dans le passé. Cependant, lorsqu'un pays a besoin d'un supplément de ressources ou de garanties, il devrait accepter un programme de réformes sur mesure, dont la mise en œuvre serait supervisée par la Commission.

L'Union européenne doit réformer son système de gouvernance économique : le Parlement insiste sur l'importance d'établir un lien plus étroit entre les instruments du pacte de stabilité et de croissance, les instruments macroéconomiques et les programmes nationaux de réforme de la stratégie Europe 2020 en veillant à accroître la comparabilité des budgets nationaux eu égard aux différentes catégories de dépenses.

Les États membres ne devraient pas considérer leurs politiques économiques respectives comme une question d'intérêt purement national, mais également comme une question d'intérêt commun et devraient formuler leurs politiques en conséquence. Au lieu de continuer à s'appuyer sur la méthode ouverte de coordination dans le domaine de la politique économique, un recours plus étendu à des mesures contraignantes est nécessaire pour garantir la réussite de la nouvelle stratégie.

Le Parlement réitère ses appels en faveur d'une stratégie de développement unique et intégrée pour l'Europe, qui définisse les orientations à long terme de la croissance économique. Il est d'avis qu'une gouvernance économique efficace implique de conférer à la Commission une responsabilité propre et renforcée en matière de gestion. Il demande au Conseil européen et à la Commission d'adopter une approche dite d'incitants et de sanctions et d'utiliser les mécanismes de mise en conformité en application de l'article 136 du traité, de façon à encadrer le renforcement de la gouvernance économique de l'UE.

Selon les députés, le renforcement de la gouvernance économique doit aller de pair avec le renforcement de la légitimité démocratique de la gouvernance européenne qui doit être obtenu par une participation plus forte du Parlement européen et des parlements nationaux tout au long du processus.

Le budget européen et les plans nationaux de réforme devraient être conformes aux objectifs fixés dans la stratégie Europe 2020 : pour que la stratégie Europe 2020 soit crédible, le Parlement insiste sur le fait qu'il convient d'accroître la compatibilité et la complémentarité entre les budgets nationaux des 27 États membres et le budget de l'Union. Il souligne le rôle plus important que le budget de l'UE devrait jouer en rassemblant les ressources.

La résolution souligne également l'importance des investissements publics ou privés à long terme pour le financement de l'infrastructure nécessaire à la mise en œuvre des initiatives phares proposées dans la stratégie Europe 2020. La Commission est invitée à proposer des mesures pour adapter le cadre réglementaire européen afin de promouvoir la coopération entre les investisseurs à long terme.

Les députés soulignent que la stratégie Europe 2020 ne sera crédible que si elle se voit doter des moyens financiers nécessaires. Ils souhaitent un projet de budget 2011 plus ambitieux et insistent sur le fait que la Commission devrait présenter, avant la fin du premier semestre 2010, une proposition visant à modifier le cadre financier pluriannuel actuel (2007-2013) afin de dégager des ressources budgétaires supplémentaires pour atteindre les objectifs de la stratégie Europe 2020. Ils soulignent également que le budget de l'Union devrait refléter la nécessité de financer la transition vers une économie durable sur le plan environnemental.

Le Parlement européen demande à être davantage associé à l'élaboration des propositions détaillées de la stratégie Europe 2020. Il souligne que les documents annuels de la Commission contenant des recommandations et des avertissements quant aux actions à mener par les États membres afin d'atteindre les objectifs d'Europe 2020 devraient constituer la base des décisions du Conseil européen. Il estime que ces rapports devraient être débattus par le Parlement européen avant d'être examinés par le Conseil européen.